



Rapport du Conseil des gouverneurs

Quarante-cinquième session
Rome, 16 février 2022

Cote du document: GC 45
Date: 11 mai 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

**Rapport du Conseil des gouverneurs
Quarante-cinquième session
Rome, 16 février 2022**

Table des matières

Chapitre 1 Ouverture et travaux de la session	1
Chapitre 2 Décisions prises par le Conseil des gouverneurs	4
Chapitre 3 Comptes rendus analytiques	6
Chapitre 4 Déclarations et allocutions spéciales	19
Annexe I Ordre du jour et programme de la session	43
Annexe II Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarante-cinquième session	43
Annexe III Liens vers les séquences en ligne de la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs	43
Annexe IV Délégations à la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs	43
Annexe V Liste des documents soumis à la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs	43

Chapitre 1 Ouverture et travaux de la session

1. La quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA) s'est déroulée en ligne le 16 février 2022. La liste des participants figure à [l'annexe IV](#).
2. Le Conseil a tenu une réunion dont le compte rendu analytique est présenté au chapitre 3.
3. Les enregistrements vidéo de la session peuvent être visionnés en cliquant sur ce [lien](#).

A. Ouverture de la session

4. M. Luis Jiménez-McInnis (Secrétaire du FIDA), faisant observer que M. Suminto (République d'Indonésie) et Son Excellence Marie-Therese Sarch (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ont cessé d'être Gouverneurs, a déclaré que, en consultation et en accord avec les Coordonnateurs de liste conformément aux dispositions de l'article 12 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, les postes du Bureau devenus vacants seraient confiés aux nouveaux Gouverneurs pour les deux États membres concernés, à savoir M. Wempi Saputra et Son Excellence Thomas Kelly.
5. M. Wempi Saputra, président du Conseil des gouverneurs et Gouverneur pour la République d'Indonésie, a ouvert la session et prononcé un discours.
6. M. Gilbert F. Houngbo, Président du FIDA, a prononcé une allocution de bienvenue à l'intention de Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas, oratrice de la séance inaugurale de la session en sa qualité de Mandataire spéciale du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement.
7. Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas a prononcé un discours.
8. Le texte intégral de ce discours, tout comme celui des déclarations faites durant la séance inaugurale, est reproduit au chapitre 4.

B. Ordre du jour et documentation

9. Le Conseil des gouverneurs a adopté [l'ordre du jour](#) et le [programme de la session](#). La liste des documents soumis à la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs figure à l'annexe V, et les résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs sont indiquées à [l'annexe II](#).

C. Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs

10. Conformément à l'article 12 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, les membres du Conseil ont procédé à un vote afin d'élire parmi eux les membres d'un nouveau Bureau, pour un mandat de deux ans. Les résultats de ce scrutin sont les suivants:

Présidence: Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi
Gouverneur pour la République du Pérou
Ministre de l'économie et des finances de la République du Pérou

Vice-Présidents: M. William Roos
Gouverneur pour la République française
Chef du Service des affaires multilatérales et du développement de la Direction générale du Trésor du Ministère de l'économie, des finances et de la relance

Son Excellence Haifa Aissami Madah
Gouverneure pour la République bolivarienne du Venezuela
Représentante permanente de la République bolivarienne du
Venezuela auprès des organismes des Nations Unies ayant
leur siège à Rome

D. Séance inaugurale de la session

11. Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi a pris la présidence.
12. M. Gilbert F. Houngbo, Président du FIDA, a souhaité la bienvenue aux invités de marque à la réunion inaugurale de la session.
13. Son Excellence Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie, a prononcé un discours dans un message vidéo.
14. Son Excellence Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar, a prononcé un discours dans un message vidéo.
15. Son Excellence Aiyaz Sayed-Khaiyum, Premier Ministre par intérim de la République des Fidji, a prononcé un discours dans un message vidéo.
16. Son Excellence Daniele Franco, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne, a prononcé un discours dans un message vidéo.
17. Le texte intégral des déclarations faites durant la séance inaugurale figure au chapitre 4.

E. Discours du Président du FIDA

18. La version intégrale du discours prononcé par le Président Houngbo devant le Conseil des gouverneurs est présentée au chapitre 4.

F. Exposé du FIDA aux côtés du professeur Jeffrey D. Sachs, directeur du Center for Sustainable Development à l'Earth Institute (Université Columbia) et président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies

19. M^{me} Jyotsna Puri (Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs du FIDA) a présenté le professeur Jeffrey D. Sachs, directeur du Center for Sustainable Development à l'Earth Institute (Université Columbia) et président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies.
20. M^{me} Joanne Levitan (responsable principale de la communication, communication globale au sein de la Division de la communication globale et de la sensibilisation du FIDA) a animé l'Exposé du FIDA aux côtés du professeur Jeffrey D. Sachs. Ce débat peut être visionné à partir de ce [lien](#).

G. Points de l'ordre du jour

21. Les points suivants ont été abordés lors de la session:
 - Rapport sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA
 - États financiers consolidés du FIDA pour 2020
 - Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2022, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2022 et plan indicatif pour 2023-2024 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTTE et le SAFR
 - Modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA
 - Rapport et recommandations ayant trait à la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs

H. Déclarations générales

22. Dans le cadre de la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs, 22 déclarations ont été soumises au Bureau du Secrétaire par les États membres suivants: la République d'Angola, la République argentine, la République populaire du Bangladesh, le Royaume du Bhoutan, la République fédérative du Brésil, la République du Cameroun, le Canada, la République populaire de Chine, la République de Cuba, la République d'El Salvador, la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la République française et la République fédérale d'Allemagne (déclaration commune), la République de Gambie, l'Irlande, le Japon, le Grand-Duché de Luxembourg, s'exprimant au nom des pays du Benelux, les États-Unis du Mexique, la République du Niger, la Fédération de Russie, la République arabe syrienne et les États-Unis d'Amérique. Le Saint-Siège a également soumis une déclaration en qualité d'observateur.
23. Toutes les déclarations, écrites ou enregistrées, sont disponibles sur la [page Web de la session](#), sous la rubrique « Documents et déclarations ».

I. Clôture de la session

24. Le Président du FIDA a présenté ses observations finales, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
25. Le président du Conseil des gouverneurs, Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi, a récapitulé les résultats des principales délibérations du Conseil avant de clôturer la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs. Le discours de clôture figure dans son intégralité au chapitre 4.

Chapitre 2 Décisions prises par le Conseil des gouverneurs

A. Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs

26. Le Conseil des gouverneurs a élu son nouveau Bureau pour un mandat de deux ans (voir paragraphe 10).

B. Rapport sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

Le Conseil des gouverneurs a pris note du Rapport sur l'état de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), tel qu'il figurait dans le document [GC 45/L.2](#).

C. États financiers consolidés du FIDA pour 2020

27. Le Conseil des gouverneurs a examiné et approuvé les états financiers faisant état de la situation financière du FIDA au 31 décembre 2020 et des résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils figuraient dans les appendices A à M du document [GC 45/L.3](#), ainsi que le rapport y relatif du commissaire aux comptes et l'attestation de ce dernier sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.

D. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2022, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2022 et plan indicatif pour 2023-2024 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTTE et le SAFF

28. Après avoir examiné le budget administratif proposé, comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2022 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) pour 2022, tels qu'ils figuraient dans le document [GC 45/L.4](#) et son [additif](#), le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 225/XLV le 16 février 2022, par laquelle il approuve:
- le budget ordinaire du FIDA pour 2022, d'un montant de 166,93 millions d'USD;
 - le budget d'investissement du FIDA pour 2022, d'un montant de 6,50 millions d'USD;
 - le budget d'IOE pour 2022 à hauteur de 5,85 millions d'USD;
 - la disposition selon laquelle les crédits non engagés à la clôture de l'exercice financier 2021 peuvent être reportés sur l'exercice financier 2022, à concurrence de 5% au maximum des crédits correspondants.
29. L'augmentation du taux de report de fonds a été approuvée à titre exceptionnel, étant entendu que ce niveau était supérieur aux 3% prescrits dans le Règlement financier du FIDA et qu'il était prévu de ramener le report de l'exercice 2022 sur l'exercice 2023 en deçà du niveau attendu.
30. Conformément à leur intervention lors de la session de décembre 2021 du Conseil d'administration, les États-Unis d'Amérique ont fait consigner leur abstention concernant le budget administratif du Fonds.
31. Le Conseil a également pris note des informations communiquées dans les rapports de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance au FIDA.
- ### E. Modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA
32. Le Conseil des gouverneurs a examiné les propositions de modification des Principes et critères applicables aux financements du FIDA, telles qu'exposées dans le document [GC 45/L.5](#), et adopté la résolution 226/XLV le 16 février 2022.

F. Rapport et recommandations ayant trait à la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs

33. Après examen du rapport et des recommandations ayant trait à la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs, tels qu'ils figuraient dans le document [GC 45/L.6](#), le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 227/XLV. En conséquence, en cas de vacance de la Présidence du FIDA à la suite de l'élection de M. Gilbert F. Houngbo comme Directeur général du Bureau international du Travail en mars 2022, une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs du FIDA sera convoquée le jeudi 7 juillet 2022.

Chapitre 3 Comptes rendus analytiques

Compte rendu analytique provisoire de la séance tenue le mercredi 16 février 2022, à 13 heures

Président sortant: M. Wempi Saputra (Indonésie)

Présidence: Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi (Pérou)

Table des matières

Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)

- Allocution de bienvenue prononcée par le président sortant du Conseil des gouverneurs
- Allocution de bienvenue prononcée par M. Gilbert F. Houngbo, Président du FIDA, à l'intention de Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas
- Discours de Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas en sa qualité de Mandataire spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement

Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs (point 3 de l'ordre du jour)

Cérémonie d'ouverture

- Allocution de bienvenue du Président du FIDA à l'intention des orateurs de marque
- Message vidéo de Son Excellence Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie
- Message vidéo de Son Excellence Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar
- Message vidéo de Son Excellence Aiyaz Sayed-Khaiyum, Premier Ministre par intérim de la République des Fidji
- Message vidéo de Son Excellence Daniele Franco, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne

Déclaration du Président du FIDA (point 4 de l'ordre du jour)

Exposé du FIDA, professeur Jeffrey D. Sachs, directeur du Center for Sustainable Development à l'Earth Institute (Université Columbia), président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies

Rapport sur l'état de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (point 5 de l'ordre du jour)

États financiers consolidés du FIDA pour 2020 (point 6 de l'ordre du jour)

Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2022, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2022 et plan indicatif pour 2023-2024 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTTE et le SAFP (point 7 de l'ordre du jour)

Modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA (point 8 de l'ordre du jour)

Rapport et recommandations ayant trait à la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs (point 9 de l'ordre du jour)

Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

Clôture de la session

Observations finales du Président du FIDA

Discours de clôture du Président du Conseil des gouverneurs

34. La séance est ouverte à 12 h 55.

REMPLACEMENT DU PRÉSIDENT ET D'UN VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

35. **M. Luis JIMÉNEZ-MCINNIS** (Secrétaire du FIDA), faisant observer que M. Suminto (République d'Indonésie) et Son Excellence Marie-Therese Sarch (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ont cessé d'être Gouverneurs, déclare que, conformément aux dispositions de l'article 12 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, en particulier le paragraphe 2, et en consultation avec les Coordonnateurs des Listes A, B et C, il a été décidé que les postes du Bureau devenus vacants seraient confiés aux nouveaux Gouverneurs pour les deux États membres concernés, à savoir M. Wempi Saputra et Son Excellence Thomas Kelly.

36. **M. Wempi Saputra (Indonésie) prend la présidence.**

OUVERTURE DE LA SESSION (point 1 de l'ordre du jour)

ALLOCUTION DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT SORTANT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

37. **Le PRÉSIDENT sortant du Conseil des gouverneurs** déclare ouverte la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs et prononce une déclaration liminaire, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4¹.

ALLOCUTION DE BIENVENUE PRONONCÉE PAR M. GILBERT F. HOUNGBO, PRÉSIDENT DU FIDA

38. **M. HOUNGBO** (Président du FIDA) accueille la première oratrice de la séance inaugurale, Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas, en sa qualité de Mandataire spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement.

39. Le texte intégral de cette déclaration est reproduit au chapitre 4.

DISCOURS DE SA MAJESTÉ LA REINE MÁXIMA DES PAYS-BAS EN SA QUALITÉ DE MANDATAIRE SPÉCIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU POUR LA PROMOTION DE SERVICES FINANCIERS ACCESSIBLES À TOUS QUI FAVORISENT LE DÉVELOPPEMENT

40. **Sa Majesté la REINE MÁXIMA DES PAYS-BAS** (Mandataire spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement) prononce un discours dont le texte intégral est reproduit au chapitre 4.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 2 de l'ordre du jour) (GC 45/L.1/Rev.1 et Add.1/Rev.3)

41. **Le Conseil des gouverneurs adopte l'ordre du jour provisoire (publié dans sa forme finale sous la cote GC 45/L.1/Rev.1) ainsi que le programme de travail révisé pour la session (GC 45/L.1/Add.1/Rev.3).**

ÉLECTION DU BUREAU DU CONSEIL DES GOUVERNEURS (point 3 de l'ordre du jour)

42. **Le PRÉSIDENT sortant du Conseil des gouverneurs** déclare avoir été informé de la nomination de Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi, Gouverneur pour la République du Pérou, au poste de président, et des nominations de M. William Roos, Gouverneur pour la République française, et de Son Excellence Haifa Aissami Madah, Gouverneure pour la République bolivarienne du Venezuela, aux postes de vice-présidents. Les délégations du Canada et des États-Unis d'Amérique souhaitent faire mentionner dans le

¹ Cette référence concerne le rapport final, dans lequel le chapitre 4 comprendra les déclarations et les allocutions spéciales. Les enregistrements vidéo de la session peuvent être visionnés en cliquant sur ce [lien](#).

compte rendu qu'elles se sont dissociées du consensus du Conseil des gouverneurs selon lequel ces nominations étaient acceptables. Leur abstention n'a toutefois pas eu d'incidence sur la majorité requise pour l'élection.

43. **Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi (Pérou) est élu président du Conseil des gouverneurs, et M. William Roos (France) et Son Excellence Haifa Aissami Madah (République bolivarienne du Venezuela) sont élus vice-présidents du Conseil des gouverneurs.**
44. **Le PRÉSIDENT sortant du Conseil des gouverneurs** exprime la gratitude du Bureau sortant pour la collaboration et l'appui des États membres, et remercie le Président et le personnel du FIDA pour leur dévouement et leur détermination à faire en sorte que le Conseil atteigne ses objectifs et à faciliter le travail du Bureau.
45. **Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi (Pérou) prend la présidence.**

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

46. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** remercie les membres du Bureau sortant pour leur excellent travail et les membres du Conseil des gouverneurs pour leur soutien.

ALLOCUTION DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT DU FIDA À L'INTENTION DES ORATEURS DE MARQUE

47. **M. HOUNGBO** (Président du FIDA) prononce un discours dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

MESSAGE VIDÉO DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

48. **Son Excellence Iván DUQUE MÁRQUEZ** (Président de la République de Colombie) s'exprime dans un message vidéo dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

MESSAGE VIDÉO DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

49. **Son Excellence Andry Nirina RAJOELINA** (Président de la République de Madagascar) s'exprime dans un message vidéo dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

MESSAGE VIDÉO DU PREMIER MINISTRE PAR INTÉRIM DE LA RÉPUBLIQUE DES FIDJI

50. **Son Excellence Aiyaz SAYED-KHAIYUM** (Premier Ministre par intérim de la République des Fidji) s'exprime dans un message vidéo dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

MESSAGE VIDÉO DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

51. **Son Excellence Daniele FRANCO** (Ministre de l'économie et des finances de la République italienne) s'exprime dans un message vidéo dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 4 de l'ordre du jour)

52. **M. HOUNGBO** (Président du FIDA) prononce un discours dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
53. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** exprime sa reconnaissance à M. Hougbo pour sa déclaration et pour son esprit d'initiative et son engagement indéfectible au service du FIDA.

EXPOSÉ DU FIDA, PROFESSEUR JEFFREY D. SACHS, DIRECTEUR DU CENTER FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT À L'EARTH INSTITUTE (UNIVERSITÉ COLUMBIA), PRÉSIDENT DU RÉSEAU DES SOLUTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES

54. **M^{me} Jyotsna PURI** (Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs, FIDA) présente le **professeur Jeffrey D. SACHS**, directeur du Center for Sustainable Development à l'Earth Institute (Université Columbia), président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies. On trouvera l'Exposé du FIDA, présenté aux côtés du professeur Sachs et animé par **M^{me} Joanne LEVITAN** (responsable principale de la communication, communication globale, Division de la communication globale et de la sensibilisation, FIDA) à l'adresse suivante: [lien](#).

RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA DOUZIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 5 de l'ordre du jour) (GC 45/L.2)

55. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** attire l'attention sur le Rapport sur l'état de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), publié sous la cote GC 45/L.2, qui contient des informations concernant l'état des ressources du FIDA au 31 décembre 2021.
56. **M. Alvaro LARIO** (Vice-Président adjoint, Responsable des finances en chef et Contrôleur principal, Département des opérations financières, FIDA), présentant le rapport, dit qu'en date du mois de janvier 2022 les annonces de contributions s'élevaient à 1,2 milliard d'USD, dont 963,7 millions d'USD d'instruments de contribution reçus et 206 millions d'USD de versements. Au nom de la direction et du personnel du FIDA, il remercie les États membres de toutes les listes d'avoir fait tout leur possible pour atteindre un montant record d'annonces de contributions au Fonds, notamment au moyen d'une forte augmentation de leurs contributions.
57. Dans un contexte où les disparités économiques ne cessent de s'aggraver, où les niveaux d'endettement public et privé sont toujours plus élevés et où les coûts sur les marchés financiers affichent une tendance à la hausse, de nombreux emprunteurs du FIDA ont besoin de financements supplémentaires pour renforcer leur relèvement économique après la crise sanitaire actuelle. L'ampleur de la reconstitution des ressources est déterminante pour permettre au FIDA d'accorder des dons aux pays fortement endettés et des prêts particulièrement concessionnels à bon nombre de ses emprunteurs. Malgré les efforts considérables déployés par de nombreux donateurs du FIDA au cours du difficile processus de relèvement, le Fonds est toujours loin d'atteindre l'objectif de reconstitution de FIDA12, à savoir 1,55 milliard d'USD.
58. En septembre 2021, à la suite de nouvelles négociations avec les États membres, la direction du FIDA a soumis à l'approbation du Conseil d'administration une proposition visant à revoir à la baisse le niveau soutenable des programmes pour FIDA12, le ramenant d'un montant initial de 3,8 milliards d'USD à 3,5 milliards d'USD, ce qui correspondait au montant plus modeste des annonces de contributions attendues à cette date, soit 1,3 milliard d'USD. Le Conseil d'administration a approuvé le scénario révisé et sera invité, au quatrième trimestre de 2022, à confirmer le niveau soutenable du programme de prêts et dons une fois qu'il aura une meilleure visibilité concernant le niveau prévu des annonces de contributions. Tout au long de l'année 2022, la direction du FIDA continuera de travailler aux côtés des donateurs et des États membres qui n'ont pas encore fait d'annonces de contributions, afin d'obtenir le maximum de contributions et d'optimiser l'impact du FIDA dans les pays à faible revenu et les pays à revenu

intermédiaire de la tranche inférieure. Le FIDA continuera également de mobiliser des ressources privées supplémentaires par le truchement de son programme d'emprunt, qui souligne la nature universelle du FIDA en ce qu'il est susceptible de venir en aide à tous les pays, quelle que soit leur catégorie de revenu.

59. **Son Excellence Anne Beathe Kristiansen TVINNEREIM** (Ministre du développement international de la Norvège), dans un message vidéo préenregistré, dit que la pandémie de COVID-19 a compliqué la lutte contre la hausse continue de la faim dans le monde. Dans la mesure où il ne reste que huit ans pour respecter les engagements fixés à l'horizon 2030, il est essentiel de se focaliser sur les priorités appropriées. L'élimination de la faim est une condition essentielle à la réalisation de tous les objectifs de développement durable. Estimant que l'accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive est une condition préalable, entre autres, à une bonne santé, à l'amélioration des résultats scolaires, à l'augmentation des possibilités d'emploi et au renforcement du développement économique, son pays a placé la sécurité alimentaire et la production agricole au cœur de sa politique de développement.
60. Les trois organismes ayant leur siège à Rome contribuent largement à l'intensification des efforts visant à assurer la sécurité alimentaire de toutes et tous. Bien que tous les maillons de la filière alimentaire soient interdépendants, les petits exploitants agricoles et pêcheurs jouent un rôle essentiel dans les économies en développement et représentent, de surcroît, une grande partie des pauvres de la planète. La seule façon d'éliminer la pauvreté et la faim est donc de renforcer l'aide apportée aux petits producteurs alimentaires. Le FIDA pourrait aider efficacement les populations rurales pauvres à exploiter leur potentiel pour faire de la sécurité alimentaire et de la prospérité une réalité, tant pour elles-mêmes que pour leurs communautés. Il est impératif d'augmenter la production alimentaire locale et d'améliorer les marchés locaux et les systèmes de distribution.
61. Seule la mise en place de filières plus résilientes face aux aléas climatiques permettra de garantir la sécurité alimentaire. Par conséquent, la Norvège multipliera par deux ses financements en faveur du climat à l'horizon 2026 et, dans le cadre de cet objectif, multipliera au moins par trois ses financements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques. La promotion d'une agriculture climato-compatible jouera un rôle essentiel en ce sens. En 2021, la contribution que la Norvège a annoncée à FIDA12 était en hausse de 40% par rapport à ses contributions à FIDA11. À ce jour, le pays s'apprête à annoncer une augmentation significative de son soutien de base au FIDA et encourage tous les États membres à faire de même.
62. **Un délégué du CANADA** estime que le thème de la session en cours, à savoir « Mobiliser l'innovation et la finance pour garantir une relance porteuse d'inclusion et de résilience climatique », met en lumière le rôle essentiel que joue le FIDA dans la transformation des systèmes alimentaires face aux changements climatiques, ainsi que la contribution du Fonds au relèvement après la pandémie. Ce thème illustre également les raisons pour lesquelles le FIDA est un partenaire majeur du Canada et il a besoin du soutien collectif des États membres. Il a en outre conduit à une réflexion sur les priorités du FIDA, qui entend consolider ses réformes et préparer le terrain pour doubler son impact d'ici à 2030. Au cours des trois prochaines années, les travaux du FIDA devraient être axés sur trois domaines: climat; égalité des genres, diversité et inclusion; financement innovant.
63. En ce qui concerne le climat, le Canada applaudit les ambitions nouvelles du FIDA de porter à 40% ses activités axées sur le climat et de mettre en œuvre

sa première stratégie sur la biodiversité. Considérant qu'il est essentiel de déployer des efforts collectifs pour faire en sorte qu'une proportion plus élevée du financement de l'action climatique mondial atteigne les petits exploitants agricoles, le Canada a accordé 340 millions d'USD de prêts au FIDA depuis 2020 en vue de financer l'action climatique. Quant à la diversité et à l'inclusion, elles sont essentielles si l'on entend obtenir un impact, compte tenu du rôle des femmes et des filles en tant que puissantes actrices du changement. L'adoption d'approches propres à transformer la dynamique femmes-hommes a été largement bénéfique pour les femmes, leurs foyers et leurs communautés. Les efforts consentis par le FIDA dans ce domaine ont été soutenus et pourraient l'être encore davantage, tandis que, dans le domaine du financement innovant, le FIDA devrait continuer de rassembler, de diversifier et de mobiliser des ressources. Seuls 6% des financements privés mobilisés au titre de l'aide publique au développement sont investis dans les pays les moins avancés, l'agriculture ne recevant qu'une très faible part de ce montant. Le Canada salue le FIDA pour sa collaboration avec le secteur privé, mais l'encourage à examiner les moyens de renforcer son rôle de moteur. Le Canada continuera de soutenir activement le FIDA.

64. **Un délégué de la SUÈDE** déclare que les négociations relatives à FIDA12 se sont déroulées à une période inédite caractérisée par des catastrophes humanitaires, une crise climatique, la perte de biodiversité et des problèmes d'endettement. Ces crises concomitantes appellent toutes la mise en place d'investissements dans des solutions de développement préventif à long terme, notamment dans les zones rurales, qui étaient déjà sensibles aux chocs extérieurs avant même la pandémie. Le FIDA pourrait jouer un rôle clé en restant fidèle à sa mission fondamentale et en se concentrant sur le renforcement des capacités de production agricole, l'amélioration de la résilience face aux effets des changements climatiques et l'amélioration de l'accès aux marchés, surtout pour les femmes et les groupes marginalisés.
65. Dans la mesure où les niveaux cibles de FIDA12 n'ont pas encore été atteints, ce qui est déconcertant, le seul moyen de faire en sorte que le FIDA reste un acteur clé est de prendre des engagements ambitieux en faveur de FIDA12. Ayant augmenté ses propres contributions et son annonce de contribution de 60% par rapport à FIDA11, la Suède applaudit vivement la Norvège, qui a annoncé une augmentation de ses contributions, et exhorte les autres pays à faire part de leurs annonces de contributions et, dans la mesure du possible, à augmenter le montant de ces contributions. L'aide humanitaire à court terme sera toujours plus coûteuse que l'aide au développement à long terme.
66. En outre, le FIDA doit s'attacher à maximiser son impact en matière de développement sur le terrain en affectant des ressources adéquates aux groupes les plus pauvres et les plus vulnérables, avant tout dans les pays à faible revenu. Prenant acte du résultat de la répartition globale des ressources de FIDA12, la Suède exhorte le FIDA à chercher des moyens de résoudre ces problèmes structurels afin de garantir un impact maximal, sans toutefois ouvrir nécessairement une discussion sur des formules qui fonctionnent généralement bien. Le FIDA devrait s'employer à renforcer son impact en matière de développement en concrétisant activement ses engagements ambitieux, notamment dans les domaines de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, du climat et de la biodiversité, de la part du soutien aux pays à faible revenu et du cofinancement. Il devrait également renforcer la durabilité et les résultats dans toutes les thématiques transversales et consolider le programme de réforme en cours, en collaborant étroitement avec d'autres banques multilatérales de développement et organismes des Nations Unies et en intensifiant sa collaboration avec le secteur privé.

67. Il doit en outre améliorer ses résultats en matière d'égalité des genres, condition essentielle au développement rural, ainsi qu'en matière d'autonomisation économique des femmes. Le renforcement de la résilience face aux changements climatiques contribuerait également à assurer la sécurité alimentaire à long terme. Le FIDA ne sera en mesure de remplir son mandat de base sans intégrer dans ses travaux les aspects liés aux changements climatiques, y compris la biodiversité sur terre et en mer. Ce n'est qu'en veillant à ce que le FIDA continue de jouer un rôle majeur dans les domaines de la sécurité alimentaire mondiale et de l'élimination de la pauvreté que les États membres pourront également faire en sorte qu'il renforce son impact sur le développement en vue d'une relance écologique après la COVID-19, de la réalisation des objectifs de développement durable et du respect des engagements pris au titre de l'Accord de Paris.
68. **Un délégué de la SUISSE** dit que, grâce à la forte dynamique politique insufflée par le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, organisé dans le cadre de la Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, 2021 a été l'année de la transformation des systèmes alimentaires. Pour le FIDA, ce fut également l'année de FIDA12. L'annonce de contribution de la Suisse en faveur de la reconstitution, soit un peu plus de 50 millions d'USD, dont la première tranche sera versée en mars 2022, contribuera aux priorités ambitieuses du FIDA. Le FIDA œuvre dans un contexte où le Sommet sur les systèmes alimentaires a cristallisé les priorités nationales, telles que le droit à l'alimentation et les priorités en matière d'agroécologie et de nutrition. Il est donc encourageant de constater que 60% des projets du FIDA s'appliquent déjà entièrement ou partiellement à l'agroécologie.
69. Le FIDA a également enregistré des progrès notables en matière de décentralisation, d'amélioration de l'exécution de ses activités au niveau des pays et d'optimisation du ratio d'efficacité. Du fait de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, les interventions du FIDA au niveau des pays devraient s'inscrire dans la mise en œuvre des systèmes alimentaires nationaux et la soutenir, en particulier grâce à des relations plus étroites avec les partenaires, notamment les banques multilatérales de développement, les institutions de financement du développement et le système des Nations Unies. En mettant davantage l'accent sur les causes sous-jacentes de l'extrême pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les zones fragiles et touchées par des conflits, le FIDA a mis en lumière le rôle essentiel qu'il jouait dans les trois domaines.
70. L'engagement du FIDA en faveur de la promotion des systèmes alimentaires en tant que domaine de travail attrayant pour les jeunes est digne d'éloges. En tant qu'acteurs de la transformation des systèmes alimentaires en faveur de la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, les jeunes doivent être dotés des outils appropriés. Dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Suisse a ainsi endossé le rôle de rapporteur du processus de convergence des politiques relatif à la promotion de l'engagement et de l'emploi des jeunes dans les systèmes agricoles et alimentaires. La Suisse a également été un grand partisan de l'exploitation du secteur privé, à la fois comme source de financement et comme outil de mise en œuvre, comme l'illustre son engagement continu dans le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole. Pour conclure, la Suisse remercie le FIDA pour ses efforts inlassables en matière de prévention et de lutte contre le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles. La Suisse, y compris en sa qualité de

membre du Conseil d'administration, souscrit volontiers à la voie suivie par le FIDA.

71. **Une déléguée du DANEMARK** dit que son pays est favorable à l'intégration des risques climatiques et des mesures relatives à l'adaptation aux changements climatiques dans les programmes multilatéraux et bilatéraux et soutient la mise en place de solutions innovantes et vertes en faveur des systèmes alimentaires et d'une agriculture durable. Le FIDA dispose d'un solide avantage comparatif en matière d'adaptation aux changements climatiques. En 2023, au moins 60% des financements danois en faveur du climat seront consacrés à l'adaptation aux changements climatiques, en mettant l'accent sur les pays africains à faible revenu.
72. Le Danemark est ravi d'avoir été parmi les premiers partenaires du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+), qui apporte un soutien capital aux petits exploitants vulnérables touchés par les conséquences les plus dévastatrices des changements climatiques. Le FIDA doit absolument promouvoir un programme d'apprentissage commun dans le but de diffuser les connaissances sur l'adaptation aux changements climatiques dans les contextes les plus fragiles. L'ASAP+ pourrait servir de plateforme pour une collaboration élargie, ce qui nécessiterait une certaine focalisation ainsi que la mise en place de programmes, une assistance technique et des résultats sur le terrain, lesquels serviront de base à l'échange des meilleures pratiques et à la transposition à plus grande échelle. Le renforcement des bureaux régionaux et des bureaux de pays du FIDA dans les régions vulnérables, comme le Sahel, serait décisif pour faire du programme une réussite. Le processus actuel de décentralisation du FIDA devrait donc se poursuivre en accordant la priorité à ces régions.
73. Le Danemark se félicite de la collaboration du FIDA avec des acteurs du climat tels que le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial, ainsi qu'avec d'autres acteurs humanitaires et du développement travaillant dans le domaine du climat. Il suivra également avec attention les progrès et les défis associés au Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques, une initiative de premier plan élaborée par le FIDA, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la FAO en collaboration avec le G5 Sahel. Le Danemark soutient en outre les mesures prises par le PAM et la FAO pour intensifier l'action anticipative en matière de sécurité alimentaire face aux chocs climatiques. Enfin, il convient d'adopter des approches coordonnées et cohérentes au sein du système des Nations Unies pour les pays fragiles touchés par les changements climatiques.
74. **Un délégué de l'ALGÉRIE**, saluant l'aide apportée par le FIDA aux populations pauvres, notamment à l'heure actuelle, où les effets de la pandémie se font encore sentir, déclare que le FIDA joue un rôle inestimable en apportant son soutien en faveur de systèmes alimentaires durables, inclusifs et nutritionnels. Le Fonds est donc un acteur clé de la lutte contre la pauvreté rurale et de l'investissement en faveur d'un développement rural efficace à long terme, qui sont essentiels pour atteindre les objectifs de développement durable et renforcer les capacités des populations rurales en réponse à l'impact économique dévastateur des changements climatiques et de la COVID-19. En cette période cruciale pour le FIDA et ses partenaires, le Gouvernement algérien souhaite annoncer qu'il versera une contribution de 500 000 USD à FIDA12.
75. **Un délégué de la RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**, s'exprimant au nom de Son Excellence Mohammad Hassan Qatana, Ministre de l'agriculture et de la réforme agraire de la République arabe syrienne, indique que les réunions

du Conseil des gouverneurs offrent une tribune essentielle pour mettre en œuvre des mesures, élaborer des plans et fixer des priorités en matière d'alimentation et d'agriculture à la lumière de défis majeurs tels que la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques. Les réunions sont également l'occasion d'examiner les questions relatives au développement agricole, en particulier les priorités du développement rural, en vue d'améliorer la sécurité et l'approvisionnement alimentaires.

76. L'orateur remercie le FIDA et son personnel pour les efforts dévoués qu'ils déploient pour mener à bien les travaux du Fonds et atteindre ses objectifs de développement durable. Des changements climatiques majeurs affectent l'environnement et, ces dernières années, la succession de saisons toujours plus sèches a entraîné une pénurie de ressources en eau et une baisse des rendements céréaliers. Il est essentiel de coopérer et de se coordonner avec les organisations internationales, et de tirer le meilleur parti des ressources disponibles afin de trouver des solutions à ces problèmes. L'orateur attend donc avec intérêt de poursuivre ses efforts de coordination constructive et productive avec le FIDA aux fins de l'exécution conjointe de nouveaux projets visant à améliorer les moyens d'existence des familles rurales qui regagnent leurs villages. Il espère que ces travaux permettront d'atténuer considérablement les effets des crises dans le monde.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU FIDA POUR 2020 (point 6 de l'ordre du jour)
(GC 45/L.3 et GC 45/INF.3)

77. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** dit que, à sa cent trente-deuxième session, tenue en avril 2021, le Conseil d'administration a examiné les états financiers audités du FIDA pour l'exercice 2020 ainsi que le rapport correspondant du commissaire aux comptes (GC 45/L.3), et a recommandé qu'ils soient soumis au Conseil des gouverneurs pour approbation. Les principaux chiffres de l'exercice financier de 2021, présentés dans le document GC 45/INF.3, ont été publiés pour information.
78. **M. LARIO** (Vice-Président adjoint, Responsable des finances en chef et Contrôleur principal, Département des opérations financières, FIDA), présentant le point de l'ordre du jour, dit que l'opinion du commissaire aux comptes indique que les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2020, figurant en appendice au document GC 45/L.3, présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du Fonds pour l'année écoulée, conformément aux Normes internationales d'information financière. Le commissaire aux comptes a également établi une attestation indépendante relative à la déclaration de la direction du FIDA sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière, confirmant ainsi la volonté du Fonds de se conformer aux meilleures pratiques internationales en matière financière. Les déclarations du commissaire aux comptes ont été examinées par le Comité d'audit à sa cent soixantième réunion, puis approuvées par le Conseil d'administration à sa cent trente-deuxième session.
79. **Le Conseil des gouverneurs approuve les états financiers faisant apparaître la situation financière du FIDA au 31 décembre 2020 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils figurent dans les appendices A à M au document GC 45/L.3, le rapport y relatif du commissaire aux comptes, ainsi que l'attestation de ce dernier sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.**

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGETS ORDINAIRE ET D'INVESTISSEMENT DU FIDA
AXÉS SUR LES RÉSULTATS POUR 2022, BUDGET-PROGRAMME DE TRAVAIL AXÉ SUR LES
RÉSULTATS POUR 2022 ET PLAN INDICATIF POUR 2023-2024 DU BUREAU

INDÉPENDANT DE L'ÉVALUATION DU FIDA, ET RAPPORTS DE SITUATION SUR L'INITIATIVE PPTTE ET LE SAFF (point 7 de l'ordre du jour) (GC 45/L.4 + Add.1)

80. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** dit que, à sa cent trente-quatrième session, tenue en décembre 2021, le Conseil d'administration a approuvé les programmes de travail du FIDA et de son Bureau indépendant de l'évaluation pour 2022 et a examiné les budgets proposés pour ces deux entités, recommandant de les soumettre au Conseil des gouverneurs pour approbation. Le Conseil d'administration a en outre recommandé que les rapports de situation sur l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTTE) et le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFF) soient présentés au Conseil des gouverneurs pour information. Un additif présentant les allocations finales au titre du SAFF et du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) pour la période couverte par FIDA12 a également été mis à disposition pour information.
81. **M. Dominik ZILLER** (Vice-Président du FIDA), présentant les propositions budgétaires du Fonds exposées dans la première partie du document GC 45/L.4, se félicite que des contributions supplémentaires continuent d'être reçues au titre de FIDA12; plus le FIDA recevra de fonds, plus il sera facile de respecter l'engagement conjoint consistant à doubler l'impact du FIDA en faveur de l'objectif de développement durable n° 2.
82. Afin de se développer – ou du moins de ne pas voir son enveloppe annuelle d'engagements se contracter – et de rester pertinent dans le contexte actuel caractérisé par des difficultés croissantes, le FIDA est contraint d'augmenter légèrement son budget. Les réformes en cours, notamment la décentralisation, permettront non seulement de rapprocher le FIDA de ses pays partenaires et de ses bénéficiaires finaux sur le terrain, mais également d'accroître la crédibilité du Fonds lorsqu'il sollicite un financement supplémentaire auprès du Fonds vert pour le climat en faveur du Programme de participation du secteur privé au financement et du guichet ASAP+ pour les fonds climatiques.
83. À l'avenir, le FIDA pourrait étudier la possibilité de faire appel aux marchés de capitaux pour financer davantage le MARE. Pour y parvenir, il a besoin d'une solide note de crédit ainsi que d'un bureau de gestion des risques.
84. Dans cette optique, le Conseil d'administration a approuvé un programme de travail de 1,2 milliard d'USD, sous réserve de la disponibilité des ressources à engager, et a recommandé au Conseil des gouverneurs d'approuver le budget administratif de 2022, qui se compose de 166,93 millions d'USD, soit une croissance en termes réels de 3,22% par rapport à 2021; le budget d'investissement, d'un montant de 6,5 millions d'USD, pour financer les installations ordinaires, l'infrastructure informatique, ainsi que la création et le renforcement des bureaux de pays et des bureaux régionaux du FIDA; et enfin le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), d'un montant de 5,85 millions d'USD.
85. Dans l'ensemble, environ la moitié du budget administratif concerne des dépenses administratives. Le reste est utilisé pour les opérations et, à partir de 2023, la direction distinguera les deux types de dépenses pour donner une vision plus claire des dépenses liées aux frais généraux.
86. **M. Indran NAIDOO** (Directeur d'IOE), présentant le budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2022 et le plan indicatif pour 2023-2024 d'IOE, tels qu'énoncés dans la deuxième partie du document GC 45/L.4, dit qu'en 2022 IOE conclura l'évaluation au niveau de l'institution concernant l'expérience du FIDA en matière de décentralisation et lancera une nouvelle évaluation au niveau de l'institution concernant la gestion des connaissances,

qu'il conclura en 2023. Il lancera une nouvelle évaluation thématique sur le thème de l'égalité des genres, ainsi qu'une nouvelle évaluation de groupe de projets et une note de synthèse sur le ciblage. Il entreprendra également cinq nouvelles évaluations des stratégies et des programmes de pays en Chine, en Éthiopie, en Guinée-Bissau, en Haïti et au Kirghizistan, ainsi que cinq nouvelles évaluations de la performance des projets à Cuba, en Égypte, en République démocratique populaire lao, au Togo et en Zambie. Il validera en outre tous les rapports d'achèvement des projets et rédigera un rapport annuel sur la fonction d'évaluation indépendante.

87. Le budget proposé pour 2022, qui s'élève à 5,85 millions d'USD, représente une augmentation de 30 000 USD en termes absolus par rapport au budget approuvé pour 2021. Il correspond à 0,5% du montant du programme de prêts et dons du FIDA prévu, soit une proportion inférieure au plafond de 0,9% approuvé par le Conseil d'administration.
88. **Le Conseil des gouverneurs adopte la résolution 225/XLV (budget administratif comprenant le budget ordinaire, le budget d'investissement et le budget d'IOE pour 2022). Il approuve ainsi également la disposition selon laquelle les crédits non engagés à la clôture de l'exercice financier 2021 peuvent être reportés sur l'exercice financier 2022, à concurrence de 5% au maximum des crédits correspondants.**
89. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** indique que, conformément à l'intervention qu'il a faite lors de la cent trente-quatrième session du Conseil d'administration, la délégation des États-Unis d'Amérique souhaite qu'il soit fait mention de son abstention concernant le budget administratif du Fonds.

MODIFICATION DES TEXTES JURIDIQUES FONDAMENTAUX DU FIDA (point 8 de l'ordre du jour) (GC 45/L.5)

90. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** déclare que le Conseil d'administration, après avoir examiné les modifications à apporter aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA, figurant dans le projet de résolution contenu dans l'annexe II au document GC 45/L.5, a recommandé de soumettre cette résolution au Conseil des gouverneurs pour examen et adoption.
91. **M^{me} Katherine MEIGHAN** (Vice-Présidente adjointe et Conseillère juridique, FIDA), présentant le point de l'ordre du jour, dit que les propositions relatives aux modifications à apporter aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA sont le reflet des meilleures pratiques internationales et abordent trois questions. Tout d'abord, elles introduisent des dispositions relatives au MARE et tiennent compte des récentes mises à jour des conditions de financement du FIDA. Deuxièmement, elles codifient la délégation de pouvoirs faite par le Conseil d'administration au Président du FIDA et l'autorisant à fixer les taux d'intérêt des prêts, sur la base des taux de référence en vigueur et en appliquant les méthodes établies par le Conseil d'administration. Enfin, elles suppriment les dispositions techniques plus détaillées des Principes et critères applicables aux financements du FIDA pour les remplacer par le Cadre relatif aux conditions de financement, approuvé par le Conseil d'administration à sa cent trente-quatrième session et portant sur des questions plus techniques susceptibles d'être modifiées de façon ponctuelle. Les modifications ultérieures du cadre relèveront de la compétence du Conseil d'administration.
92. **Le Conseil des gouverneurs adopte la Résolution 226/XLV (modifications à apporter aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA).**

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS AYANT TRAIT À LA TENUE D'UNE SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS (point 9 de l'ordre du jour) (GC 45/L.6)

93. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** attire l'attention sur le document GC 45/L.6 et sur le projet de résolution qui y est annexé.
94. **M. JIMÉNEZ-McINNIS** (Secrétaire du FIDA), présentant ce point, dit que, compte tenu de la candidature du Président du FIDA au poste de Directeur général du Bureau international du Travail (BIT), le document GC 45/L.6 a été rédigé en étroite coopération avec le Bureau du Conseil juridique pour faire en sorte que tous les arrangements nécessaires soient en place au cas où il serait nécessaire de convoquer une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs en 2022 pour nommer un nouveau Président du FIDA. Les propositions figurant dans le document ont été approuvées par le Conseil d'administration lors de sa cent trente-quatrième session.
95. L'élection du Directeur général du BIT doit avoir lieu le 25 mars 2022 et le candidat retenu entrera en fonction le 1^{er} octobre 2022. Le document GC 45/L.6 renferme une proposition visant à tenir une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs le jeudi 7 juillet 2022, au cas où le poste de Président du FIDA deviendrait vacant à la suite de l'élection. Il contient en outre quatre recommandations concernant le format de la session extraordinaire, les émoluments du Président du FIDA décidés dans la résolution 216/XLIV à la quarante-quatrième session du Conseil des gouverneurs, les modalités de vote et le mandat du Président nouvellement élu.
96. **Le Conseil des gouverneurs adopte la résolution 227/XLV (Rapport et recommandations ayant trait à la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs).**

QUESTIONS DIVERSES (point 10 de l'ordre du jour)

97. Aucune autre question n'est soulevée.

CLÔTURE DE LA SESSION

OBSERVATIONS FINALES DU PRÉSIDENT DU FIDA

98. M. HOUNGBO (Président du FIDA) présente ses observations finales, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

DISCOURS DE CLÔTURE DU PRÉSIDENT DES GOUVERNEURS

99. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs prononce un discours de clôture dont la version intégrale est reproduite au chapitre 4, et déclare close la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs.

La séance est levée à 16 h 25.

Chapitre 4 Déclarations et allocutions spéciales



Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas, Mandataire spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement



Son Excellence Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie



Son Excellence Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar



Son Excellence Aiyaz Sayed-Khaiyum, Premier Ministre par intérim de la République des Fidji



Son Excellence Daniele Franco, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne



Professeur Jeffrey D. Sachs, directeur du Center for Sustainable Development à l'Earth Institute (Université Columbia), président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies



Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi (Pérou), président du Conseil des gouverneurs



M. Wempi Saputra (Indonésie), président sortant du Conseil des gouverneurs



M. Gilbert Houngbo, Président du FIDA



M. Luis Jiménez-McInnis, Secrétaire du FIDA

Allocution de bienvenue prononcée par Wempi Saputra, président sortant du Conseil des gouverneurs et Gouverneur pour la République d'Indonésie

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
 Mesdames et Messieurs les Délégués
 Mesdames et Messieurs les Observateurs,
 Mesdames et Messieurs,

J'ai le grand plaisir et l'honneur de vous souhaiter la bienvenue à la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Un certain nombre de questions importantes pour l'avenir du FIDA et ses orientations stratégiques sont soumises à notre attention. Nous allons être appelés à examiner des modifications des textes juridiques fondamentaux du Fonds et à définir les modalités d'une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs. Il nous sera demandé de veiller à ce que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat auprès des populations rurales, en renforçant leur résilience, en assurant leur sécurité alimentaire et leur nutrition, et en améliorant leurs moyens d'existence. Je demanderai à mes collègues Gouverneurs de garder à l'esprit, du début à la fin des discussions, ce noble mandat, qui est aujourd'hui plus pertinent encore qu'à la création du Fonds, il y a 45 ans.

Tout autour de nous, nous voyons une recrudescence de la faim et de la malnutrition. On estime que près d'un dixième de la population mondiale est sous-alimentée. La malnutrition infantile continue de miner le monde en développement. Les chiffres sont alarmants. Les conflits et les catastrophes liées au climat continuent de menacer les moyens d'existence des populations rurales pauvres. Il est de notre devoir, en tant que Gouverneurs d'une institution qui se tient aux côtés des femmes, des hommes et des enfants pauvres des zones rurales, de faire preuve d'un soutien et d'un engagement sans équivoque à l'égard du FIDA.

Deux grandes manifestations mondiales se sont tenues l'année dernière: le Sommet sur les systèmes alimentaires et la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Glasgow. Je saisis cette occasion pour remercier la direction du FIDA de sa participation active et de son leadership lors de ces concertations mondiales. Le FIDA a un rôle moteur à jouer – l'expérience qu'il a acquise en matière de collaboration avec les petits exploitants, d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement de la résilience est fondamentale pour libérer le potentiel des groupes marginalisés, dont la contribution au développement de systèmes alimentaires durables et d'une agriculture climato-compatible pourrait changer la donne.

La session de cette année nous donne l'occasion de nous appuyer sur les résultats de ces manifestations mondiales et de maintenir l'élan qu'elles ont imprimé. À cet égard, je me félicite du thème général de la présente session – « Mobiliser l'innovation et la finance pour garantir une relance porteuse d'inclusion et de résilience climatique », – et je voudrais remercier les Gouverneurs et les représentants qui ont participé aux discussions tenues hier lors des tables rondes informelles organisées sur des sujets connexes.

Nous aurons aujourd'hui l'honneur d'écouter d'éminents intervenants lors de la cérémonie d'ouverture, et la possibilité de participer à la séance « IFAD Talk – Le grand entretien », en compagnie de Jeffrey Sachs.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
 Mesdames et Messieurs,

Je saisis cette occasion de vous souhaiter des travaux fructueux et enrichissants lors de cette session.

Sans plus attendre, je déclare officiellement ouverte la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Allocution de bienvenue du Président du FIDA à l'intention de Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas, Mandataire spéciale du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,
Madame la Vice-Présidente, Monsieur le Vice-Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs les Délégués,
Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur de vous souhaiter à toutes et à tous la bienvenue à cette quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Laissez-moi accueillir la première oratrice de marque de la cérémonie d'ouverture, Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas. En sa qualité de Mandataire spéciale du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement, la Reine Máxima mène un effort de sensibilisation qui vise à faire progresser l'inclusion financière dans le monde entier, en mettant l'accent sur les segments vulnérables de la société, notamment les femmes et les petits exploitants agricoles.

La Reine Máxima est mondialement saluée pour l'attention qu'elle porte à l'amélioration des politiques et des infrastructures propices à l'inclusion financière, dans le droit fil des objectifs de développement durable.

Nous lui sommes reconnaissants du concours qu'elle apporte avec son action, si proche du mandat du FIDA, et nous nous réjouissons de poursuivre cette collaboration dans les temps à venir.

**Allocution vidéo de Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas,
Mandataire spéciale du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le
développement**

Excellences,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Membres du FIDA,

C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole lors de cette session du Conseil des gouverneurs.

Nous vivons une période difficile. La pandémie de COVID-19 a fait rebasculer des millions de personnes dans la pauvreté, et les changements climatiques menacent les moyens d'existence dans le monde entier.

Ces risques sont particulièrement importants dans les pays émergents, qui sont ceux qui ont le moins d'outils à leur disposition pour les gérer. Les femmes et les familles travaillant dans l'agriculture rurale sont en outre touchées de manière disproportionnée. Des millions de travailleurs du secteur informel ne reçoivent aucune aide publique, et ne seront pas en mesure de surmonter d'autres chocs.

Nous sommes un certain nombre à considérer les perspectives d'avenir après la pandémie, mais pour beaucoup d'autres personnes, la reprise reste un rêve inaccessible.

C'est pour cette raison qu'il est plus vital que jamais de renforcer la résilience des personnes et des ménages.

Pour beaucoup, et le Conseil des gouverneurs en est conscient, l'accès au financement est le point de départ de ce processus.

L'accès aux paiements, à l'épargne, à l'assurance et au crédit est le sésame vers la reconstruction, l'adaptation et les projets d'avenir.

Comment pouvons-nous le donner aux millions de laissés-pour-compte?

Il n'y a pas de remède miracle, mais il y a de l'espoir dans les nouvelles technologies et dans de nouvelles formes de partenariat public-privé.

Permettez-moi de vous donner un exemple.

En Côte d'Ivoire, les femmes sont la clé de voûte du secteur de la noix de cajou, de la cueillette à la transformation. Cependant, un grand nombre d'entre elles ne sont pas en mesure d'exprimer tout leur potentiel, car elles n'ont pas un accès suffisant au financement, à l'emploi et aux marchés.

Les experts du développement se tournent vers les technologies pour appuyer le déploiement de plateformes numériques proposant des services financiers, un accès aux marchés et des formations. Ces guichets uniques relient les vendeurs à des acheteurs locaux qui pratiquent des prix justes et ouvrent des débouchés économiques supplémentaires à ceux qui sont traditionnellement exclus des filières.

La technologie est-elle la panacée? Assurément non.

Elle doit s'accompagner d'une connectivité numérique, d'un renforcement des compétences numériques et de garanties – une protection des consommateurs, par exemple.

Correctement mise en œuvre, la technologie peut renforcer la résilience en donnant aux personnes les outils qu'il leur faut pour satisfaire leurs besoins quotidiens, développer leurs entreprises et se constituer des protections contre les chocs.

L'agriculture emploie les deux tiers de la population en Afrique subsaharienne, et représente presque un tiers du produit intérieur brut de la région.

Or les petits producteurs ruraux manquent systématiquement de financements – et la pandémie n'a fait qu'aggraver la situation.

Des innovateurs responsables du secteur privé ont là une occasion d'entrer dans la danse et de contribuer à combler le déficit de financement de 170 milliards d'USD à l'échelle mondiale pour aider les petits producteurs à accéder au crédit et aux marchés.

Les grandes entreprises agricoles peuvent créer de la valeur en collaborant avec des groupes auparavant exclus. Kyagalany, le plus gros exportateur de café d'Ouganda, a vu ses rendements augmenter de 50% en cinq ans lorsqu'il a commencé à intégrer les femmes dans les formations.

Les pouvoirs publics peuvent favoriser cette évolution avec une réglementation intelligente et des investissements dans de nouvelles infrastructures numériques et financières. Ils peuvent contribuer à rendre le financement moins risqué en mêlant des capitaux publics aux capitaux privés et en apportant des garanties. Le Programme de participation du secteur privé au financement mis en place par le FIDA est un exemple prometteur de ce type de soutien.

Les innovations financières peuvent également faciliter la transition vers une énergie sobre en carbone dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

Les progrès dans le financement d'actifs, comme les modèles de paiement à l'utilisation pour les systèmes énergétiques hors réseau, peuvent aider les populations rurales à accéder à de nouveaux marchés et à des technologies durables – et renforcer en parallèle leur résilience.

Le FIDA a fait un pas important en avant en consacrant la présente session à la finance et à l'innovation.

On dispose d'éléments qui montrent qu'avec les bonnes approches, cela peut fonctionner. Depuis 2011, 1,2 milliard de personnes supplémentaires ont pu accéder à des services financiers – et saisir cette chance de transformer leur vie.

Si nous pouvons faire en sorte que les innovations soient introduites de manière responsable, et si nous nous tenons pleinement comptables de nos actes, nous pourrions offrir la même chance au 1,7 milliard d'autres personnes qui attendent leur tour.

De bonnes pratiques existent, et des innovations sont en cours. Saisissons cette occasion de faire avancer les choses.

Je vous remercie.

Allocution de bienvenue du Président du FIDA à l'intention des orateurs de marque

Excellences,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Laissez-moi vous souhaiter encore une fois la bienvenue à cette quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs. J'ai maintenant le privilège d'accueillir Son Excellence Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie. Je félicite Monsieur le Président Duque d'avoir pris l'initiative d'instaurer des systèmes alimentaires plus durables en Colombie, et de s'être attaché tout particulièrement à améliorer la nutrition des enfants et des jeunes et à nouer des partenariats avec des start-up innovantes dans ce but. Le FIDA se réjouit de renforcer encore son partenariat avec ce pays. Nous ne doutons pas que nos programmes conjoints pourront aider la Colombie à concrétiser les engagements ambitieux qu'elle a pris au titre de l'Accord de Paris.

Par ailleurs, j'ai l'honneur d'accueillir Son Excellence Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar. Monsieur le Président, permettez-moi de saluer votre engagement en faveur de l'émergence du monde rural, notamment à travers le renforcement de la résilience des petits producteurs et la promotion de systèmes alimentaires durables et inclusifs. Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude à l'égard de Madagascar pour ses contributions continues et croissantes aux reconstitutions des ressources du FIDA. C'est un message fort pour l'élimination de la faim et de la pauvreté rurale. Je vous félicite de la qualité des relations que le FIDA entretient avec le gouvernement de la Grande Île.

Permettez-moi également de prendre un instant pour adresser mes pensées endeuillées aux victimes et sinistrés du cyclone Batsirai. Cette catastrophe nous offre une triste illustration des impacts des changements climatiques sur les plus vulnérables, et nous rappelle que, collectivement, nous devons redoubler d'efforts. Quel véritable privilège, Monsieur le Président, que vous ayez accepté notre invitation à cette quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs.

J'ai maintenant l'honneur de souhaiter la bienvenue à Son Excellence Aiyaz Sayed-Khaiyum, Premier Ministre par intérim de la République des Fidji et ardent défenseur des initiatives d'adaptation aux changements climatiques et de financement de l'action climatique. Son Excellence Aiyaz Sayed-Khaiyum a activement œuvré avec des gouvernements, des organisations multilatérales et des banques de développement à la mobilisation de financements destinés à renforcer la résilience dans les petits États insulaires en développement vulnérables face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles.

La République des Fidji s'est faite depuis longtemps l'avocate à l'échelle mondiale du financement climatique pour l'adaptation de l'agriculture, et a favorisé des avancées importantes dans le financement de l'agriculture lorsqu'elle a présidé la vingt-troisième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et aidé à parvenir à la décision historique que constitue l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture. Excellence, le FIDA se réjouit à l'idée de pouvoir continuer à bénéficier de votre esprit d'initiative et de votre soutien.

Pour terminer, je salue la présence de Son Excellence Daniele Franco, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne. Sous votre conduite, Excellence, l'Italie a encore renforcé sa place parmi les chefs de file mondiaux de la lutte contre la pauvreté et la faim. La présidence italienne du G20 en 2021 et l'organisation par votre pays du Pré-Sommet sur les systèmes alimentaires ont placé le secteur alimentaire au premier rang des priorités du programme de développement mondial.

Je vous remercie, Monsieur le Ministre, pour le soutien apporté par votre pays à l'objectif du FIDA de doubler son impact d'ici à 2030 – non seulement par une augmentation de 45% de sa contribution aux ressources de base de FIDA12 par rapport à FIDA11 (*96 millions d'USD pour FIDA12 contre 66,6 millions d'USD pour FIDA11*), mais aussi par sa collaboration stratégique avec le Fonds. Nous avons été honorés de coorganiser le volet Agriculture du Sommet Finance en commun 2021 avec la Cassa Depositi e Prestiti et de lancer ensemble la plateforme des banques publiques de développement, axée sur les systèmes alimentaires verts. Nous sommes certains que nos efforts combinés aboutiront à des systèmes alimentaires performants, résilients, durables et inclusifs. Je vous remercie.

Nous sommes honorés que vous ayez accepté de prendre la parole à l'occasion de la présente session du Conseil des gouverneurs.

Déclaration d'Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie

Qu'il me soit permis de saluer sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas, M. le président du Conseil des gouverneurs, M. Gilbert Houngbo, et l'ensemble des participantes et participants à la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole.

Je me félicite du choix du thème de la présente session du Conseil des gouverneurs: mobiliser l'innovation et la finance, au moment où l'humanité entière entre dans la phase de reprise, pour garantir une relance porteuse d'inclusion et de résilience climatique, dans laquelle les petits producteurs pourront jouer un rôle de premier plan.

En Colombie, nous avons donné une place centrale aux petits exploitants agricoles dans nos initiatives. En 2021, nos exportations hors ressources minérales et énergétiques ont atteint un record historique de 18 millions d'USD, soit une augmentation de 24,5% par rapport à l'année précédente.

Le secteur agricole a contribué de façon déterminante à ces excellents résultats, grâce à des exportations de plus de 9 millions d'USD, en progression de 20% par rapport à 2020, et des ventes importantes de produits tels que la viande bovine, le lait, la lime de Tahiti et l'avocat Hass.

Nous avons en outre déployé des efforts considérables en matière de diplomatie sanitaire, qui nous ont permis de placer 58 produits agricoles dans 28 pays, dont les Émirats arabes unis, le Japon et le Royaume-Uni.

Ces résultats remarquables sont le fruit des initiatives que nous avons menées en faveur du développement agricole et rural durable. On peut notamment citer *El Campo Emprende*, un programme d'appui à l'entrepreneuriat rural cofinancé par le FIDA et l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement, ainsi que par notre propre gouvernement, qui a soutenu plus de 2 200 projets d'entreprise, au profit de quelque 26 200 familles rurales.

La première phase de l'exécution du programme *El Campo Emprende* s'achèvera cette année, et nous aimerions pouvoir continuer à bénéficier de l'appui précieux du FIDA et d'autres organismes partenaires pour la seconde phase.

Je vous présente tous mes vœux de réussite pour cette session, et réitère la détermination de la Colombie à continuer de contribuer à l'objectif commun de promotion d'un développement vert dont nos chers producteurs ruraux pourront être les véritables protagonistes.

Allocution de Son Excellence Monsieur Andry Rajoelina, le Président de la République de Madagascar

Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Monsieur le Président du Fonds International de Développement Agricole
Mesdames et Messieurs,
Chers participants

C'est avec une grande joie que je m'adresse à tous les leaders et acteurs du développement rural ici présent pour cette session placée sous le thème : « Mobiliser l'innovation et la finance pour garantir une relance porteuse d'inclusion et de résilience climatique ». C'est une orientation d'actions pertinente dans notre volonté commune à assurer une reprise socio-économique durable et inclusive.

Ainsi, je tiens à remercier Monsieur, Gilbert Hounbo Président du FIDA pour l'organisation de cette 45ème session du Conseil des Gouverneurs du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

La pandémie de la Covid19, a fait d'importants dommages socio-économiques à travers le monde et l'Afrique n'a pas été épargné. Nous le savons, ces impacts sont conséquents au point d'avoir ralenti l'élan de développement des pays émergents et aggravé les inégalités. L'accentuation de la fracture sociale au sein des communautés s'est amplifiée, et pas uniquement dans les villes. Mais aussi et surtout dans les milieux ruraux.

Particulièrement ceux en Afrique, qui ont été fragilisés par les mesures de confinement et de restriction de la circulation des biens et des personnes.

Cela a perturbé les chaînes d'approvisionnement causant un impact non négligeable sur la sécurité alimentaire et le climat sociale. Cette réalité touche Madagascar où le milieu rural représente 83% de la population et contribue à hauteur de 23% du PIB.

Ainsi quand le monde rural se retrouve en difficultés, c'est la santé du pays et du peuple même qui est fragilisée.

Cette pandémie nous a permis de confirmer que les pays qui ont une production locale en produits de première nécessité ont pu mieux encaisser le choc de la crise sanitaire.

Ainsi le thème de cette session fait échos aux engagements pris par l'État Malagasy à œuvrer pour la transformation du monde rural pour l'atteinte des objectifs de développement et d'émergence de Madagascar que nous nous sommes fixés, dont parmi eux, l'autosuffisance alimentaire.

Madagascar est déterminé à produire localement tout ce dont la population a besoin. Et nous y parviendrons uniquement si nous travaillons conjointement avec le secteur privé au renforcement des capacités de résilience et d'autonomisation des communautés et des ménages ruraux. A savoir sur leurs besoins de subsistances, leurs rendements de productivités, la maîtrise de l'eau et de l'irrigation.

L'État quant à lui fournira les services de santé et d'éducation, la sécurité et les infrastructures routières. Dans nos plans d'actions de développement et de promotion du monde rural, l'État Malagasy met à disposition des semences agricoles et des races d'élevage améliorées, forme et accompagne les agriculteurs et garantie la sécurisation foncière de toutes exploitations servant cette ambition d'autosuffisance alimentaire.

Mesdames et Messieurs,

Nous devons mettre en place des projets d'envergure et accélérer la cadence de travail pour atteindre rapidement nos ambitions d'autonomie alimentaire et de croissance économique.

Le FIDA est à nos côtés pour nous permettre d'avancer dans cette lignée.

La collaboration de longue date développée entre Madagascar et le Fonds International pour le Développement Agricole, a d'ailleurs permis de relever la vie des exploitations rurales. Et des retombées positives ont justifié une augmentation conséquente du portefeuille de financement alloué à Madagascar, que je tenais à saluer ici.

Les projets gouvernementaux financés par le FIDA nous ont permis d'investir sur plus de 42.000 ha d'infrastructures productives. Ce que nous avons entamé dans les dispositifs d'irrigation innovants, les points d'eau et les blocs agro-écologiques.

Madagascar se donne les moyens de ses ambitions en matière d'autonomisation du monde rural et de développement agricole.

De concert avec les parties prenantes nationales et internationales, je voudrais d'ailleurs partager avec les autres pays participants à ce conseil, que nous prévoyons de restaurer les capacités productives agricoles au niveau des exploitations rurales, sévèrement affectées par la malnutrition chronique.

Avec un portefeuille qui s'élève à 399 millions de dollars, le nouvel accord de financement pour Madagascar, contribuera fortement à un élan au relèvement et à la résilience de trois régions les plus vulnérables du SUD de notre pays, victimes du changement climatique.

Chers amis,

Le monde rural est le socle de nos économies Africaines. Ainsi, j'invite tous les acteurs du développement rural à se joindre aux efforts des États et gouvernement Africains pour trouver les voies et moyens pour améliorer leurs conditions de vies, sécuriser leurs exploitations et les aider à augmenter leurs rendements.

L'avenir du continent Africain dépend particulièrement de la productivité de son domaine agricole afin d'assurer la sécurité alimentaire de sa population.

Pour atteindre cet objectif, nous devons mettre en place des plans d'actions plus innovants et pragmatiques afin de permettre la croissance de la production Agricole, pour que celle-ci soit doublée voire triplée. Cela aura un impact substantiel sur la croissance économique de nos pays mais aussi sur l'amélioration des conditions de vie de nos populations.

Nos stratégies pour améliorer nos performances agricoles doivent également tenir compte des risques engendrés par le changement climatique qui a des répercussions importantes sur nos agricultures.

Notamment pour les pays de l'Océan Indien qui sont directement exposés aux cataclysmes naturels. En conséquence du changement climatique, la fréquence et la puissance de ces phénomènes météorologiques tendent à augmenter d'années en années mettant en péril nos populations et leurs exploitations agricoles.

Cela s'est récemment vu à la suite du passage de la tempête tropicale ANA et du cyclone BATSIRAI, un des cyclones les plus violents ces dix dernières années. Ces cyclones ont causé des pertes de vies humaines et matériels importantes mais surtout des dégâts considérables sur les cultures et les zones d'élevages. À Madagascar on enregistre près de 176.818 Ha de superficies endommagées.

Ce lourd bilan laissé par ces cyclones cause d'avantage de difficultés pour les paysans mais aussi pour le pays, Ainsi travailler pour l'adaptation des sociétés rurales aux risques climatiques est l'une des clés pour relever notre défi de développement.

Excellences Mesdames et Messieurs

Chers partenaires et amis de l'émergence

Le thème de ce conseil est inspirant et mobilisateur. Il nous pousse à prendre position et à agir pour la reconstruction d'un monde plus inclusif.

J'appelle ici tous mes homologues chefs d'États Africains, tous les partenaires du développement à se mobiliser pour élaborer ensemble un plan continental de développement agricoles et d'émergence du monde rural Africains. Un plan applicable et adaptable pour chaque pays, déclinable dans chaque région.

Mutualisons nos forces, nos potentiels et nos savoir-faire afin que nos pays atteignent l'autosuffisance alimentaire et que nos jeunes aient de l'emploi.

Mobilisons-nous pour nos peuples.

Je vous remercie.

Allocution vidéo d'Aiyaz Sayed-Khaiyum, Premier Ministre par intérim de la République des Fidji

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,
 Excellences,
 Monsieur le Président du Fonds international de développement agricole (FIDA),
 Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
 Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
 Mesdames et Messieurs,
 Bula Vinaka des Fidji!

Aux Fidji, quand nous entendons le leitmotiv du FIDA, « investir dans les populations rurales », nous avons à l'esprit que 42% des Fidjiens, soit près de la moitié de notre population, vivent dans les régions rurales des îles habitées (plus d'une centaine) qui forment notre pays. Pour beaucoup de nos habitants, l'agriculture, la pêche et les autres moyens d'existence fondés sur la nature ne sont pas simplement des emplois; ce sont des modes de vie. Avec la hausse vertigineuse des coûts du fret et l'étranglement des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale, les économies rurales – et les produits alimentaires et emplois qu'elles procurent – n'ont jamais été aussi essentielles à un système alimentaire fidjien sûr et durable.

Force est malheureusement de constater que, bien qu'elles soient celles qui ont le moins contribué aux changements climatiques, les populations rurales pauvres souffrent plus que tout autre groupe de leurs effets. Il en va de même des petits États. Nous disons souvent que nos nations sont sur la ligne de front face aux changements climatiques. Nos collectivités rurales sont en première ligne sur ce front.

Les Fidji ont enduré 14 cyclones depuis la signature de l'Accord de Paris – parmi ceux-ci, le cyclone Winston a été le plus violent jamais enregistré dans notre hémisphère. Qu'il s'agisse de cyclones, d'inondations, de sécheresses, d'élévation du niveau de la mer et de salinisation des sols, de décoloration des coraux ou de conditions météorologiques instables, les habitants des collectivités rurales de notre région sont forcés de se poser les questions les plus difficiles que l'on puisse imaginer:

Les sources d'eau potable peuvent-elles être préservées de l'érosion du littoral?

Le sol est-il encore assez sain pour les cultures?

Les récifs sont-ils encore en état de maintenir les stocks de poissons?

Un grand nombre de nos collectivités des zones littorales de faible altitude ont déjà été dans l'obligation de se demander s'il n'était pas dangereux pour elles de rester là où elles sont établies.

Les Fidjiens n'attendent pas du monde qu'il réponde à ces questions à leur place. Ils cherchent ensemble, en tant que communauté, des solutions – si difficiles qu'elles puissent être. Il suffit de parler avec suffisamment d'agriculteurs qui ont vu leurs récoltes emportées par les grandes marées ou de pêcheurs dont les récifs ont été anéantis par des cyclones, pour comprendre clairement qu'une approche radicalement différente du renforcement de la résilience est nécessaire pour éradiquer la pauvreté en milieu rural. Les petits États font partie des nations les plus vulnérables du monde, et ont besoin à ce titre d'une attention particulière, d'un accès rapide aux ressources, et de solutions adaptées.

Pour nous, le financement de l'action climatique est le financement du développement. Sur la scène mondiale, nous avons profité de toutes les occasions à notre disposition – notamment notre présidence de la vingt-troisième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – pour ouvrir des possibilités de financements innovants. Et sur notre territoire, nous nous montrons clairement bien préparés à faire un usage efficace de ces ressources.

Avec l'aide du FIDA, nous offrons des perspectives de renforcement de la résilience dans nos régions rurales au moyen de modèles d'agriculture et d'entrepreneuriat agricole durables. Ensemble, nous nous attachons à faire évoluer les mentalités pour attirer davantage de Fidjiens vers l'agriculture à vocation commerciale, notamment par l'ajout de valeur. Nous espérons qu'un bureau mené par un directeur ou une directrice de pays dans notre capitale Suva viendra encore renforcer l'action efficace du FIDA aux Fidji et dans le Pacifique.

En 2020, malgré la crise économique entraînée par la COVID-19, la pire que nous ayons eue à endurer, les agriculteurs fidjiens ont enregistré des exportations record de produits frais et réfrigérés, dépassant pour la première fois la barre des 100 millions d'USD.

Nous réagissons et nous nous adaptons également de mieux en mieux aux effets des changements climatiques. Nous déployons une assistance rapide aux agriculteurs après les tempêtes. Nous avons proposé, en tant que modèle pour le Pacifique, un produit novateur de microassurance paramétrique pour les ménages et les agriculteurs. Nous réinstallons des collectivités entières menacées par l'élévation du niveau de la mer. Nous étendons la connectivité à l'ensemble des Fidji, et mettons le monde d'Internet à la portée des populations rurales. Par ailleurs, nous investissons dans des moyens d'existence durables et résilients fondés sur la nature – échanges de droits d'émission de carbone, aquaculture et introduction de cultures résilientes face aux aléas climatiques.

Ces investissements dans le développement rural et la résilience portent leurs fruits au regard de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030). Ils favorisent l'équité femmes-hommes en offrant de nouveaux moyens d'existence aux femmes. Ils renforcent la résilience grâce à des solutions fondées sur la nature; ils préservent les écosystèmes marins; ils réduisent la pauvreté et ils améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle – une question qui revêt une importance cruciale pour lutter contre le fléau des maladies non transmissibles dans les pays insulaires du Pacifique.

Nous voulons faire encore davantage, et nous le pourrons si nous franchissons de nouveaux paliers dans la coopération. Nous espérons que le FIDA pourra nous aider à relier nos collectivités rurales à des partenaires du secteur privé et à des organismes de développement pour réaliser des investissements au profit des populations rurales pauvres. Les partenaires du secteur privé, en particulier, sont indispensables pour mettre en place des filières plus inclusives et apporter des innovations et des technologies à l'appui de notre programme de développement rural. La présente session – et les discussions qu'elle permettra de lancer ou de faire avancer – est une excellente occasion de partager des expériences, bonnes ou mauvaises, en matière de développement rural dans un monde en proie au réchauffement climatique.

Nous avons déjà sacrifié à la pandémie deux ans de progrès en matière de développement au regard du Programme 2030. Nous ne pouvons pas nous permettre de retarder d'un jour de plus la mise à disposition des solutions durables que l'ensemble de nos peuples méritent. Nous sommes prêts à collaborer avec le FIDA, et tous nos partenaires représentés à cette session, pour contribuer à une relance porteuse d'inclusion et de résilience climatique qui profite à toutes les régions rurales du monde.

Vinaka vakalevu. Je vous remercie.

Allocution vidéo de Daniele Franco, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne

Monsieur le Président du FIDA,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

C'est pour moi un privilège de participer à la cérémonie d'ouverture de la session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

La pandémie de COVID-19 a entraîné une crise sanitaire, économique et sociale d'ampleur mondiale.

C'est sur les pays, les secteurs et les personnes les plus vulnérables que cette crise a les plus fortes répercussions. Les populations rurales sont sévèrement touchées.

Nous devons éviter que les progrès accomplis au regard du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne soient anéantis. Le Fonds joue un rôle essentiel à cet égard, en particulier aux côtés des pays qui en ont le plus besoin.

La crise mondiale a révélé des faiblesses dans les systèmes alimentaires, et a notamment perturbé les chaînes d'approvisionnement et entraîné une volatilité des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Les systèmes alimentaires réagissent fortement aux chocs de plus en plus fréquents liés aux changements climatiques. Les populations rurales pauvres et marginalisées sont les plus gravement touchées.

Les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité représentent une menace immédiate pour les ressources naturelles, ainsi que pour les conditions de vie et les moyens d'existence des populations rurales.

Ces populations sont les plus touchées; or ce sont celles qui contribuent le moins à ces phénomènes.

Pour inverser ces tendances, il faudra des solutions innovantes qui aideront les collectivités rurales et les zones reculées à rendre leurs économies plus résilientes, plus productives et plus inclusives.

Dans cette optique, nous comptons sur la réalisation des engagements pris au regard de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), qui couvre la période 2022-2024.

Ces engagements requièrent que 40% des opérations menées au titre de FIDA12 soient explicitement axées sur l'action climatique et que 90% des projets comprennent des capacités d'adaptation aux changements climatiques.

L'une des grandes nouveautés de FIDA12 est l'accès aux ressources empruntées auprès d'investisseurs institutionnels.

Cet accès ouvre certes de nouvelles possibilités, mais il s'accompagne de la responsabilité de maintenir une discipline financière adéquate.

Cela est nécessaire si l'on veut que le FIDA conserve un modèle opérationnel financièrement viable et soit ainsi en mesure d'œuvrer efficacement à la réalisation des objectifs de développement durable.

Enfin, le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne contribuera au renforcement de la résilience climatique des petits producteurs dans les pays qui ont les plus faibles revenus.

Pour combler le déficit de financement encore considérable auquel fait face la petite agriculture, il importe de définir des instruments susceptibles de compléter et d'amplifier l'efficacité de l'action du FIDA.

Laissez-moi vous donner quelques exemples.

Premièrement, entre 2019 et 2021, le FIDA a mobilisé près de 270 millions d'USD en tant qu'organisme d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial, du Fonds vert pour le climat et du Fonds pour l'adaptation.

Une collaboration plus étroite avec ces structures de financement climatique pourrait être fondamentale pour compléter les investissements du FIDA.

Deuxièmement, les banques publiques de développement pourraient être davantage encouragées à appuyer des projets innovants dans l'agriculture, les économies rurales et les systèmes alimentaires.

En favorisant les investissements privés et en atténuant leurs risques, les banques publiques de développement jouent un rôle essentiel pour ce qui est de débloquer de nouvelles ressources et de réduire le déficit de financement.

À cet égard, nous nous réjouissons de l'initiative conjointe *Sustainable Agriculture and Food Ecosystems* (Agriculture durable et écosystèmes alimentaires) entre le FIDA et la Cassa Depositi e Prestiti, la banque publique de développement italienne, avec l'appui du Ministère italien de la transition écologique.

Cette initiative facilitera le cofinancement des projets du Fonds. Elle servira de cadre à l'octroi de financements concessionnels et mixtes et d'une assistance technique aux entités souveraines.

Troisièmement, par l'intermédiaire de son Programme de participation du secteur privé au financement, le FIDA devra agir comme un catalyseur d'investissements des banques multilatérales de développement, des institutions de financement du développement et du capital privé dans l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets dans l'agriculture.

Pour conclure, laissez-moi vous rappeler que l'Italie, lors de sa récente présidence du G20, a placé la protection de la planète au centre de son programme, dont le thème était « Les personnes, la planète et la prospérité ».

L'année dernière, les dirigeants du G20 ont adopté la feuille de route sur la finance durable.

Sous la direction de l'actuelle présidence indonésienne, la feuille de route sera un outil fondamental pour transposer les initiatives de finance durable à plus grande échelle, notamment dans les économies en développement.

J'ai également le plaisir de mentionner que le Gouvernement italien a intensifié son action en faveur d'une utilisation plus durable des terres et des autres ressources naturelles dans les économies en développement.

L'Italie a été le premier pays à contribuer – à hauteur de 170 millions d'USD – au Programme d'investissements au bénéfice de la nature, des personnes et du climat des Fonds d'investissement climatiques, qui appuiera des solutions fondées sur la nature au service d'un développement bas carbone et résilient face aux changements climatiques.

Par ailleurs, avec la création d'un Fonds italien pour le climat, l'Italie a renforcé son engagement au regard des objectifs climatiques.

En 2022, l'Italie triplera le montant de sa contribution au financement climatique international, pour atteindre quelque 1,5 milliard d'USD par an jusqu'en 2026.

Toutes ces initiatives confirment l'engagement de l'Italie envers les économies rurales et les systèmes alimentaires.

Pays hôte et donateur important, l'Italie a augmenté sa contribution de plus de 40% pour FIDA12.

Nous nous réjouissons de la perspective d'une utilisation efficace des ressources pour appuyer des investissements et des projets, et renforcer la durabilité de l'agriculture et des écosystèmes alimentaires.

Discours de clôture de Gilbert F. Houngbo, Président du Fonds international de développement agricole (FIDA)

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Le président du Conseil des gouverneurs du FIDA clôturera sous peu cette quarante-cinquième session de notre Conseil.

Je remercie M. Wempi Saputra, le président sortant, pour son précieux travail, et je souhaite la bienvenue à Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi, Ministre des finances du Pérou, qui devient le nouveau président du Conseil.

Je tiens également à remercier nos vice-présidents sortants, Son Excellence Clémentine Ananga Messina, Gouverneure pour la République du Cameroun, et Son Excellence Thomas Kelly, Gouverneur pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et je souhaite la bienvenue aux nouveaux vice-présidents, M. William Roos, Gouverneur pour la République française, et Son Excellence Haifa Aissami Madah, Gouverneure pour la République bolivarienne du Venezuela.

Mesdames et Messieurs,

Au cours des deux derniers jours, nous avons tenu des discussions axées sur des questions majeures qui revêtent un caractère d'urgence pour le FIDA, ses Membres et le monde entier. Nous sommes toujours aux prises avec la pandémie et ses répercussions économiques, et les changements climatiques demeurent un défi mondial qui touche avant tout les populations les plus pauvres et les plus marginalisées.

Je souhaite, à cet égard, réitérer les propos de Daniele Franco, Ministre italien de l'économie et des finances, qui a déclaré que « les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité menacent de façon imminente les ressources naturelles, ainsi que la vie et les moyens d'existence des populations rurales ».

Comme il en est ressorti des webinaires informels organisés en amont du Conseil des gouverneurs, nous ne pourrons relever ces défis qu'en travaillant main dans la main, en renforçant les partenariats et en prenant des mesures décisives.

Hier, la manifestation consacrée au Programme conjoint Sahel nous a montré comment les opérations et les financements régionaux permettent à des acteurs majeurs de se rassembler pour relever des problèmes complexes et interdépendants et renforcer les moyens d'existence des petits producteurs agricoles, en particulier des femmes et des jeunes.

La manifestation sur le Programme de participation du secteur privé au financement a été l'occasion d'engager un dialogue approfondi avec les représentants des États membres et des entités privées sur les moyens de catalyser les investissements dans les zones défavorisées en accompagnant les petits producteurs et les petites et moyennes entreprises rurales.

Je tiens à remercier la Reine Máxima des Pays-Bas pour son discours inspirant, et je me joins à son appel à l'action pour que le secteur privé contribue à combler le déficit annuel de financement du secteur agricole, qui s'élève à 170 milliards d'USD. L'exemple qu'elle a cité, à savoir la Côte d'Ivoire, montre clairement combien il est primordial de créer des solutions innovantes pour l'accès aux financements climatiques, et notamment pour l'avancement des femmes.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Alors que nous donnons le coup d'envoi au cycle de FIDA12, je souhaite exprimer ma reconnaissance à nos Gouverneurs, qui ont approuvé la répartition des enveloppes par pays sur la base du Système d'allocation fondé sur la performance et du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées. Je tiens à vous assurer que le FIDA tirera parti de cette nouvelle structure financière pour mettre des fonds à la disposition des pays qui en ont le plus besoin.

Le renforcement de nos partenariats avec le secteur privé nous permettra de continuer d'aider les gouvernements partenaires à mettre en place des systèmes alimentaires inclusifs et d'aider les groupes les plus vulnérables à s'adapter aux effets des changements climatiques. Cet engagement rappelle les propos d'Iván Duque Márquez, Président de la Colombie, qui a souligné la nécessité de « faire bon usage des possibilités offertes par l'innovation et le financement pour garantir une relance porteuse d'inclusion et de résilience climatique, dans lequel les petits producteurs jouent ou joueront un rôle de premier plan ».

Nous axerons nos efforts sur les domaines où ces initiatives ont le plus d'impact et où les besoins sont les plus importants. À cet égard, nous avons veillé à ce qu'au moins 25% à 30% des ressources de base soient affectées aux pays en situation de fragilité et au moins 55% aux pays d'Afrique.

En effet, comme l'a souligné Aiyaz Sayed-Khaiyum, Premier Ministre par intérim des Fidji, « les populations rurales se trouvent en première ligne » et « l'élimination de la pauvreté rurale requiert une approche radicalement nouvelle en vue du renforcement de la résilience rurale ».

Je remercie Jeffrey Sachs, qui nous a rappelé combien il était nécessaire de sensibiliser la population aux grandes problématiques mondiales, aux solutions permettant de les relever et à l'impératif de mobiliser des financements suffisants pour répondre aux besoins des pays les plus pauvres.

Ainsi, pour 2022, le FIDA se positionnera en première ligne des initiatives mondiales, telles que la COP 27, le Sommet Finance en commun et le G20, pour défendre la cause des populations rurales pauvres et des petits exploitants agricoles.

En guise de conclusion, je voudrais ici rappeler les propos d'Andry Nirina Rajoelina, Président de Madagascar: « Mutualisons nos forces, nos potentiels et nos savoir-faire afin que nos pays atteignent l'autosuffisance alimentaire et que nos jeunes accèdent à l'emploi ». Tel est l'engagement au cœur même des valeurs du FIDA.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à la Norvège, qui a décidé d'accroître sensiblement sa contribution en faveur de FIDA12, et à l'Algérie, qui a annoncé une contribution de 500 000 USD.

Enfin, je remercie tout le personnel du FIDA pour son formidable dévouement à cette institution et à sa mission, ainsi que les interprètes et les équipes qui, par leur travail intense, ont contribué à la réussite de cette session.

Je vous remercie.

Discours de clôture de Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi, président de la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs du FIDA

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs les Délégués,
Mesdames et Messieurs,

Nous arrivons à présent au terme de cette quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Malgré les restrictions imposées par la pandémie et le caractère virtuel de cette réunion, je pense que nous pouvons toutes et tous convenir que cette session a été extrêmement productive.

Le thème de la session, « Mobiliser l'innovation et la finance pour garantir une relance porteuse d'inclusion et de résilience climatique », a été le fil conducteur de toutes les déclarations des invités de marque qui ont honoré ce Conseil par leurs messages d'espoir et de motivation.

Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas, en sa qualité de Mandataire spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement, a souligné combien l'inclusion financière et l'utilisation innovante des technologies numériques étaient un moyen de faire en sorte que personne ne soit laissé de côté.

Nous avons été honorés d'entendre les propos du Président de la République de Colombie, Iván Duque Márquez, du Président de la République de Madagascar, Andry Nirina Rajoelina, et du Premier Ministre par intérim de la République des Fidji, Aiyaz Sayed-Khaiyum, qui ont mis en exergue l'urgence de faire face aux effets dévastateurs des changements climatiques. La présence de ces chefs d'État et de gouvernement témoigne de la pertinence du mandat du FIDA, du rôle majeur que jouent les petits producteurs ruraux, les femmes, les hommes et les jeunes des zones rurales défavorisées, les groupes marginalisés et les peuples autochtones – en somme, les petits exploitants auxquels se consacre le Fonds – en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

Ce soutien revêt une actualité d'autant plus forte que les populations rurales et marginalisées, qui ont un accès limité aux services de santé et d'assainissement, ont beaucoup souffert de la pandémie, qui a mis à mal leur santé et leurs revenus.

Daniele Franco, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne, a réitéré l'engagement de son pays en faveur de l'édification d'économies rurales et de systèmes alimentaires durables, et le soutien important de l'Italie au FIDA.

Dans sa déclaration, le Président du FIDA, Gilbert Houngbo, a souligné l'action menée par le Fonds pour promouvoir la transformation du monde rural et venir en aide aux populations les plus pauvres de la planète. Nous pouvons être fiers que la qualité de vie et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 130 millions de ces personnes se soient améliorés en 2021 grâce aux projets et programmes appuyés par le FIDA. Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, tel est le message que nous devons transmettre à nos citoyens et à nos gouvernements. Nous devons faire connaître l'impact du FIDA et veiller à ce que l'institution dispose des ressources nécessaires pour doubler son impact au profit des populations rurales pauvres du monde entier, et ce, d'autant plus dans le contexte de la pandémie de COVID-19, qui a touché chacune et chacun d'entre nous, et notamment les personnes ayant de moindres ressources.

Nous avons également eu le plaisir de participer à une discussion stimulante avec Jeffrey D. Sachs, directeur du Center for Sustainable Development de l'Earth Institute de l'Université Columbia et président du Réseau des solutions pour le développement durable. Permettez-moi de vous remercier d'avoir contribué à la discussion et d'avoir fait

le point sur les réussites, les enseignements tirés, les défis à relever et les occasions à saisir.

Les Gouverneurs ont examiné et approuvé différents points de l'ordre du jour, notamment les modifications visant les Principes et critères applicables aux financements du FIDA, qui reflètent la transformation financière du Fonds, ainsi que le Rapport et les recommandations ayant trait à la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs, qui visent à assurer la bonne continuité des opérations du Fonds.

Grâce à l'ensemble de ces décisions importantes, nous pourrions continuer de déployer tous les efforts possibles pour mettre en œuvre les engagements pris au titre de FIDA12, notamment pour allouer les ressources du Fonds selon le plus haut niveau d'efficacité aux pays les plus pauvres et aux zones rurales les plus vulnérables, en affectant la totalité des ressources de base aux pays à revenu faible et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. De même, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, où subsistent d'importantes poches de pauvreté, pourront obtenir entre 11% et 20% des ressources du programme de prêts et dons grâce au nouveau Mécanisme d'accès aux ressources empruntées.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Cela a été pour moi un plaisir et un honneur de présider cette session du Conseil des gouverneurs. Permettez-moi d'exprimer ma gratitude personnelle à chacun et chacune d'entre vous, ainsi qu'à mes collègues du Bureau, pour votre soutien. J'adresse également mes remerciements au personnel du FIDA, dont le travail intense et le dévouement nous ont permis de nous réunir aujourd'hui, où que nous nous trouvions dans le monde, et je remercie tout particulièrement les interprètes et les membres du personnel technique qui ont facilité notre communication.

Cette session touche certes à sa fin, mais notre travail n'est pas terminé.

Mesdames et Messieurs les Délégués,
Mesdames et Messieurs,

Il ne nous reste plus que huit ans, huit récoltes avant 2030. Les projets et programmes que le FIDA mettra en œuvre dans les années à venir auront des répercussions directes sur la réalisation des objectifs auxquels nous aspirons tous – construire un monde libéré de la faim et de l'extrême pauvreté, bâtir un avenir pour les jeunes et préserver notre planète.

Je remercie de tout cœur les États membres qui ont exprimé leur volonté de contribuer aux ressources du FIDA. Il s'agit là d'un véritable signe de reconnaissance du rôle de premier plan joué par le FIDA. C'est dans cet esprit que les États membres qui ne l'ont pas encore fait sont vivement encouragés à verser leurs contributions. Nous devons unir nos efforts et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que le FIDA soit bien placé pour changer les choses. Souvenons-nous de ces 130 millions de personnes accompagnées en 2021 et de combien leur vie s'est améliorée. Nous pouvons continuer à intensifier cet impact, agissons ensemble.

Sur cette note, je déclare maintenant close la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs.

Il est possible de consulter les annexes en cliquant sur les liens ci-dessous.

Annexe I [Ordre du jour et programme de la session](#)

Annexe II [Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarante-cinquième session](#)

Annexe III Liens vers les séquences en ligne de la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs

[Enregistrement vidéo de la session](#)

[Enregistrement vidéo de l'Exposé du FIDA](#)

Annexe IV [Délégations à la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs](#)

Annexe V [Liste des documents soumis à la quarante-cinquième session du Conseil des gouverneurs](#)